

Numéro 30 - 1er septembre 2018

Fête du travail 2018

La dignité de la classe ouvrière est dans la défense des droits de tous et toutes

- Centre ouvrier du PCC(M-L) -



Fête du travail 2018

- La dignité de la classe ouvrière est dans la défense des droits de tous et toutes - *Centre ouvrier du PCC(M-L)*

Affaires politiques

- La campagne électorale en cours au Québec - *Pauline Easton*
- Pourquoi les petits partis et les indépendants sont-ils diabolisés dans la campagne référendaire en Colombie-Britannique? - *Peter Ewart*

Collaboration canado-américaine en appui au terrorisme

- Israël fait sortir clandestinement de Syrie les Casques blancs pour les relocaliser au Canada et dans d'autres pays de l'OTAN - *Margaret Villamizar*

La croisade anticommuniste du Canada

- Une autre glorification officielle anticommuniste du nazisme - *Dougal MacDonald*

Amérique latine et Caraïbes

- Ne touchez pas au Venezuela!
- Le XXIVe Forum de Sao Paulo à La Havane
- Les États-Unis planifient d'utiliser Facebook pour diffuser de la propagande à Cuba
- Les médias sociaux : réflexion sur le système idéologique - *Gilberto Rios Mungia*
- La guerre judiciaire contre la démocratie - *Enrique Santiago Romero*

Supplément

XXIVe Rencontre du Forum de Sao Paulo

- Déclaration finale

Fête du travail 2018

La dignité de la classe ouvrière est dans la défense des droits de tous et toutes

- Centre ouvrier du PCC(M-L) -



Le Centre ouvrier du PCC(M-L) salue les travailleurs en cette Fête du travail qu'ils marquent avec beaucoup de choses en tête. L'avenir de la société et sa sécurité sont dans la lutte des travailleurs à la défense des droits de tous et toutes !

Cette année plus que jamais, en ce jour de la Fête du travail, il est évident que c'est la dignité du travail qui est en jeu. En raison de la grave crise de la démocratie, les travailleurs sont systématiquement privés de salaires correspondant au travail qu'ils accomplissent, des conditions qui garantissent leur santé et leur sécurité et d'une pension à la retraite. Ils sont également privés de moyens efficaces d'affirmer leurs droits.

La classe dirigeante et les gouvernements à son service, avec leur courroie de transmission qu'est le système des partis de cartel, n'ont jamais été aussi désespérés de se maintenir à flot en s'emparant de toutes les ressources humaines et matérielles de la nation. Leur concurrence acharnée pour la richesse et le pouvoir est telle qu'ils passent leur vie à s'attaquer les uns les autres et à inventer des histoires pour faire croire au peuple que leur réussite est dans l'intérêt national et pour le bien de tous.

Personne ne peut ignorer que les oligopoles possèdent un pouvoir économique et politique mondial déchaîné. Ils se sont emparés de positions dominantes dans l'ensemble de l'économie et de l'État et utilisent leur pouvoir pour favoriser leurs intérêts privés étroits aux dépens de la classe ouvrière et tout le monde. Au sein de l'économie et de la société, les travailleurs doivent développer de nouvelles méthodes de lutte pour défendre leurs droits.



Les travailleurs de la Colombie-Britannique, de concert avec les peuples autochtones, veulent une voix au chapitre et un contrôle sur le développement des ressources. Haut: Manifestation contre le rachat de Kinder Morgan à Vancouver le 24 août 2018. Bas: Actions en Alberta contre le pipeline et pour une nouvelle direction de l'économie.

La situation à laquelle les travailleurs sont confrontés suscite de vives préoccupations quant à l'orientation de l'économie et l'avenir de la société. À l'heure actuelle, l'offensive antisociale apparaît comme une concentration du pouvoir entre les mains des oligopoles mondiaux. Leurs arrangements supranationaux sont conçus pour mettre à leur disposition, dans leur empire privé, les ressources naturelles et les moyens de production de la nation ainsi que toutes les richesses sociales que produisent les travailleurs.

Les travailleurs se battent et les efforts du peuple pour s'investir du pouvoir de décider se manifestent par des revendications visant à réformer le processus politique. La classe dominante cherche désespérément à s'approprier l'initiative sur ce front pour taire ces revendications. Soumettre le Canada à la sécurité intérieure des États-Unis et écraser la résistance organisée des travailleurs et de leurs syndicats est au premier plan de l'assaut des oligopoles contre l'édifice national et la société. L'oligarchie financière sait très bien qu'une classe ouvrière organisée et consciente est le plus grand défenseur des droits et du bien-être de tous et des intérêts généraux de l'édifice national et de la société.



Les métallos de Hamilton à la Fête du travail 2017

C'est pourquoi les travailleurs intensifient également leur opposition aux lois et aux dispositions qui foulent aux pieds leurs droits. Lorsque les oligopoles veulent quelque chose, ils exigent que les institutions publiques et les représentants politiques adoptent des lois et des règlements au service de leurs intérêts privés. La lutte des travailleurs pour la justice, la dignité humaine et les droits de tous est la seule ligne de défense entre le peuple et l'intensification de la paupérisation, de l'esclavage et de la guerre, menée sous les bannières de la prospérité, de la liberté, des droits de l'homme et de la démocratie pour quelques-uns.



Les travailleurs du secteur public de la Nouvelle-Écosse s'opposent aux lois qui attaquent leur droit de négocier les conditions de travail, 21 septembre 2017.

Partout au pays, les travailleurs des secteurs de la fabrication, des mines, de la foresterie, des transports, de la santé et des services publics et privés, y compris les casinos, ainsi que les travailleurs blessés et les personnes âgées ont fait preuve d'une grande détermination à défendre leurs droits et leur honneur.



Les travailleurs du secteur du transport défendent leurs droits. Haut: Aéroport international Pearson à Mississauga, 3 septembre 2017. Bas: Des camionneurs du Québec à Rimouski lors d'une journée d'action le 14 mai 2018.

Les grutiers du Québec et d'autres travailleurs du secteur de la construction se sont levés et ont tenu tête à l'arrogance des oligarques de la construction et de leurs malfaiteurs politiques et médiatiques. Les travailleurs de la construction refusent que leur honneur soit entaché et traîné dans la boue par des calomnies médiatiques et des lois arriérées qui criminalisent leur droit de se faire entendre de façon organisée sur leurs conditions de travail.



Les grutiers de Montréal s'opposent aux changements à la formation professionnelle qui créent une situation non sécuritaire sur les chantiers, 25 mai 2018.

Des mineurs de Goderich, en Ontario, et des concitoyens se sont dressés pour empêcher les mercenaires briseurs de grève d'entrer dans la mine lors d'un récent lockout. Par leur action, ils ont réussi à forcer les oligarques américains à négocier et à conclure un accord.



**Les grévistes de Goderich empêchent des briseurs de grève d'entrer à la mine de sel et obligent la compagnie à retourner à la table de négociation et à retirer ses demandes de concessions.
Ci-dessus: manifestation le 14 juillet 2018.**

Plus d'un millier de métallos de l'usine d'aluminium de Bécancour, au Québec, continuent de mobiliser leurs efforts pour faire cesser un lockout qui dure depuis plus de six mois. Des métallos ont combattu partout en Amérique du Nord pour expliquer comment les oligarques mondiaux manipulent le secteur de l'aluminium pour servir leurs intérêts privés et détruire ce que les travailleurs ont construit. Les oligarques de Rio Tinto et d'Alcoa, en collusion avec les gouvernements au pouvoir, volent non seulement la richesse sociale que produisent les travailleurs, mais détruisent toute perspective d'édification nationale.



Les travailleurs de l'aluminium de Bécancour en lockout reçoivent un large appui à leurs justes demandes à la défense de leurs droits. Photo lors d'un rassemblement de solidarité le 23 mars 2018.

En cette Fête du travail, que les travailleurs s'engagent à renforcer leur résistance organisée pour défendre les droits et la dignité de tous. Empêchons les oligarques d'exproprier la richesse sociale du pays pour s'enrichir tout en privant les travailleurs de leur droit de parole ou de contrôle sur l'économie et le produit social qu'ils créent.

***Arrêtez de payer les riches !
Augmentez les investissements dans les programmes sociaux !
Faisons du Canada une zone de paix !***

(Photos : LML, ANCAI, FTQ Construction, UNIFOR, Metallos)

Affaires politiques

La campagne électorale en cours au Québec

- Pauline Easton -



Le 23 août, le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, a dissous l'Assemblée nationale et a demandé au lieutenant-gouverneur de convoquer la 42e élection générale du Québec le 1er octobre, conformément à la loi sur les élections à date fixe.

Le Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ) présente au moins 25 candidats aux élections. Lors du déclenchement le 23 août, le directeur général des élections du Québec a annoncé que 21 partis politiques étaient autorisés. Les candidats des partis politiques autorisés et les candidats indépendants ont jusqu'au 15 septembre pour s'inscrire et participer à cette élection. Tous les autres qui désirent participer à l'élection et dépenser de l'argent en publicité, y compris les citoyens, doivent s'inscrire comme « tiers ».

L'Assemblée nationale compte 125 députés. À sa dissolution, elle était composée de 68 députés du Parti libéral, 28 du Parti québécois, 21 de la Coalition Avenir Québec, trois de Québec Solidaire et cinq indépendants. Il y a actuellement 6 160 000 citoyens inscrits pour voter dans les 125 circonscriptions du Québec. La liste est sujette à révision d'ici le scrutin.



Jusqu'à présent, la campagne se caractérise par un effort désespéré de la classe dirigeante pour former un gouvernement de parti qui poursuivra la mise en oeuvre de son programme néolibéral à un moment où les citoyens sont dégoûtés par la performance des libéraux à payer les riches et à

diviser le corps politique sur une base identitaire. En attendant, tout est fait pour que les citoyens n'aient pas voix au chapitre. Leur rejet de l'offensive antisociale brutale qui entraîne la destruction des emplois manufacturiers, pille les ressources naturelles et compromet gravement les programmes sociaux est manifeste. Ils méprisent les projets de privatisation des programmes sociaux et de destruction du tissu social pour payer les riches. Malgré le silence des partis cartellisés pour maintenir en désarroi les travailleurs et les citoyens et leurs efforts pour s'investir du pouvoir de décider, le besoin de renouvellement du processus politique pour que le peuple puisse parler en son propre nom est criant.

Pour étouffer cette volonté des citoyens de se faire entendre, les cercles dirigeants, avec leurs agences de sondage et leurs médias, ont déjà déclaré qu'un parti qualifié de « droite », la Coalition Avenir Québec, est en voie de former le gouvernement avec 37,1 % des voix et 74 des sièges. Les travailleurs, accusés d'être « de droite », sont censés « vouloir » ce parti. Les sondages prévoient également que les libéraux occuperont la deuxième place avec 31,4 % des voix et 40 sièges. Le Parti québécois a été déclaré hors de la course, les médias ayant déclaré que, « heureusement », la question nationale n'est désormais plus à l'ordre du jour. Le PQ se voit attribuer 18,4 % du vote et sept sièges. Québec solidaire, quatrième parti à l'Assemblée nationale, est censé pouvoir espérer quatre sièges et 9,7 % des suffrages.

Que comprendre de tout cela ?



L'idée que l'élection a pour fonction de porter au pouvoir des représentants du peuple a été dissipée il y a longtemps. Une succession ahurissante de promesses concernant les places dans les garderies, les foyers pour personnes âgées, les soins dentaires gratuits, etc. est censée être l'expression de ce que le peuple veut. Dans cette fiction, les jeunes du Québec, qui sont à l'avant-garde des efforts pour humaniser l'environnement naturel et social, veulent simplement gagner de l'argent, se trouver une place dans le système et s'amuser. Les

préoccupations exprimées par les travailleurs et sur lesquelles ils se battent sont totalement ignorées. Le diktat des oligopoles est imposé sur une base supranationale, ce qui rend la question nationale un million de fois plus pertinente. Non seulement les droits des travailleurs et de leurs organisations de défense, des agriculteurs et des petits producteurs sont foulés aux pieds, mais également, même les gouvernements n'exercent plus de contrôle sur ce qui se fait au pays.



Le Québec, tout comme le reste du Canada, a été placé sous la juridiction de la sécurité intérieure des États-Unis et ses jeunes sont contraints de participer aux guerres d'occupation et d'agression des États-Unis malgré la longue tradition d'opposition des Québécois aux guerres impérialistes. Jamais le besoin de conférer la souveraineté au peuple n'a été plus grand — c'est la clé pour

développer une économie indépendante et exercer un contrôle sur les affaires politiques, sociales et culturelles et contribuer à la cause de la paix sur le plan international. La lutte pour la souveraineté est loin d'être finie. C'est une préoccupation majeure : le renouvellement du processus politique est nécessaire pour que le peuple s'investisse lui-même du pouvoir souverain, du pouvoir de décider de toutes ses affaires.



Pour détourner l'attention de la signification des développements actuels au Québec, les travailleurs sont criminalisés, on tente de les faire passer pour des criminels, des mafieux qui veulent des salaires disproportionnés, qui tiennent les employeurs en otage et causent des dommages économiques. C'est ridicule. On tente également de diviser le peuple sur la base de ce qu'on appelle la politique identitaire - une opposition irrationnelle à l'appropriation culturelle qui accuse le peuple de discrimination, de racisme et de génocide, lesquels sont le propre de la classe dominante, pas du peuple.

Les mesures pour priver les citoyens de leurs voix, du moyen de résoudre les problèmes et de régler les comptes avec la vieille conscience de

la société ne protègent personnes, sauf les riches et leurs institutions vétustes. La promotion de la xénophobie est une pratique méprisante des riches pour blâmer le peuple pour leurs propres violations du droit humanitaire et les crimes qu'ils commettent eux-mêmes. Tout est fait pour diviser le peuple et le priver d'une perspective qui lui permet d'agir de façon unifiée, ce qui est son droit. Ceux qui bénéficient de la division du peuple se prétendent ensuite les plus grands défenseurs des droits des minorités et des droits des peuples autochtones et disent vouloir « faciliter la vie des gens ». Les Québécois ont un mépris total pour ce genre de choses. Ils voient que les élections sont conçues pour les empêcher d'exprimer ce qu'ils veulent.

Sous le slogan *Pour un Québec moderne qui reconnaît les droits de tous et toutes !*, la plateforme du PMLQ dans cette élection est la suivante :

***Humanisons l'environnement naturel et social :
tous ensemble pour le renouveau démocratique !***

Une nouvelle direction de l'économie :

- Arrêtez de payer les riches ; augmentez les investissements dans les programmes sociaux !
- Oui à l'industrie manufacturière ! Non à la destruction nationale !
- Non au pillage de nos ressources !

Pour le renouveau du processus politique :

- Notre avenir est dans la lutte pour les droits de tous et toutes
- Investissons le peuple du pouvoir de décider et non les riches
- Pour le financement du processus électoral et non des partis

Défendons la dignité du travail :

- Oui à la négociation ! Non au diktat !
- Non à la criminalisation des travailleurs et des luttes pour leurs droits !

Faisons du Québec une zone de paix :

- Non à l'OTAN et à NORAD !
- Non à l'intégration à la sécurité intérieure des États-Unis et aux guerres d'agression !
- Pas un jeune pour la guerre impérialiste !

Visitez le site du PMLQ à : pmlq.qc.ca.

Pourquoi les petits partis et les indépendants sont-ils diabolisés dans la campagne référendaire en Colombie-Britannique?

- Peter Ewart -

On parle beaucoup de la possibilité que des petits partis et des indépendants soient élus à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique si les Britanno-Colombiens décident de se débarrasser du système de scrutin majoritaire à un tour et de le remplacer par la représentation proportionnelle. En effet, en prévision du référendum provincial cet automne, divers politiciens de grands partis et des ONG opposées à la représentation proportionnelle ont émis des avertissements désobligeants à propos de cette possibilité. Selon eux, le ciel va tomber nous tomber sur la tête si la représentation proportionnelle est adoptée.

Par exemple, le groupe « Non à la représentation proportionnelle en Colombie-Britannique » allègue que la représentation proportionnelle « permettra aux partis extrémistes de siéger à l'Assemblée législative avec seulement 5 % des voix - et de possiblement détenir la balance du pouvoir ». Avec cette logique, le groupe soutient que c'est une bonne chose que le vote pour ceux qu'on appelle les « petits partis extrémistes » ait diminué et que ces partis ne soient pas représentés dans les assemblées législatives et les parlements, même si les électeurs leur apportent un soutien substantiel. Comment cela est-il démocratique ? Le groupe n'explique pas.



Pour sa part, Ujjal Dosanjh, ancien premier ministre de la Colombie-Britannique et ministre fédéral, soutient que la représentation proportionnelle « encouragera l'élection des députés des partis marginaux de droite ou de gauche en Colombie-Britannique ».

Ces opinions sont reprises au niveau fédéral par l'ancien premier ministre libéral Jean Chrétien, qui affirme que la représentation proportionnelle est un moyen pour les « apparatchiks » « d'entrer au Parlement par la porte arrière ». Il y a une certaine ironie dans le fait que Chrétien ait remporté son deuxième gouvernement majoritaire avec seulement 38 % des suffrages exprimés et, comme certains l'ont décrit, a agi comme « un dictateur amical qui a gouverné avec peu de contrepoids à son pouvoir ».

L'actuel premier ministre Justin Trudeau s'est déjà prononcé sur cette question en arguant : « Si nous faisons un changement ou risquons un changement qui augmente les voix individuelles -

qui augmenterait les voix extrémistes et les voix activistes qui ne siègent pas au parlement pour débattre de ce qui est dans le meilleur intérêt de l'avenir de l'ensemble du pays, comme le font les trois partis actuels -, je crois que nous ouvririons une période d'instabilité et d'incertitude. Et nous mettrions en péril cette chose qui fait que nous sommes plus chanceux que quiconque sur la planète. »

Pourquoi cette hargne des grands partis politiques et de ces ONG contre les petits partis et les indépendants ? Parce qu'ils regardent les choses du point de vue du système de partis de cartel qui existe au niveau fédéral et provincial. Le système uninominal majoritaire à un tour consacre ce monopole des grands partis et constitue l'un des mécanismes privilégiés par lesquels le cartel s'efforce de contrôler le processus électoral et tente d'étouffer la voix des citoyens.

Malgré leurs promesses sans lendemain, leurs scandales de corruption, leurs mesures antidémocratiques ou autres méfaits, les grands partis continuent d'exercer leur pouvoir en utilisant des spécialistes, des analyses informatiques, les médias monopolisés qui sont d'accord avec eux et, surtout, un processus électoral qui marginalise et aliène les citoyens. Leur premier commandement est de réduire les citoyens au rôle de spectateurs et de les empêcher de prendre des décisions ou même de discuter sérieusement des problèmes auxquels la société est confrontée. Leur deuxième commandement est de diaboliser ou de faire taire quiconque remet en question le statu quo.



Les élections et le processus politique lui-même ont été discrédités à cause de cette activité de l'élite dirigeante et de ses représentants, et les stratèges et partisans oligarques des grands partis en sont très conscients. Ils sont également très conscients que les petits partis et les indépendants poussent souvent à la réforme électorale et à l'émancipation des citoyens, qu'ils posent un défi au système des partis de cartel et doivent rester marginalisés. Ce n'est pas seulement la marginalisation des petits partis politiques ou des candidats indépendants ; c'est avant tout la marginalisation des citoyens. La voix du nombre croissant de personnes qui ont des opinions politiques qui ne correspondent pas à celles de l'élite dirigeante du Canada doit être réduite au silence à tout prix.

En votant oui à la représentation proportionnelle d'une seule voix, les citoyens de la Colombie-Britannique peuvent prendre des initiatives à cet égard et insister pour avoir leur mot à dire. Ce serait un geste positif.

Collaboration canado-américaine en appui au terrorisme

Israël fait sortir clandestinement de Syrie les Casques blancs pour les relocaliser au Canada et dans d'autres pays de l'OTAN

- Margaret Villamizar -

La fin de semaine du 21-22 juillet, après quatre ans de financement et de promotion des Casques

blancs qui sont un front États-Unis/OTAN pour l'intervention étrangère et le changement de régime en Syrie, l'OTAN a organisé l'évacuation de 98 membres de leur agence et leurs familles par l'armée israélienne. L'évacuation a eu lieu alors que les forces gouvernementales syriennes libéraient les dernières poches du territoire contrôlé par des terroristes dans le sud-ouest du pays. Cela ne devrait laisser aucun doute quant aux intérêts servis par ce soi-disant groupe de secours humanitaire.

Les 442 individus ont été introduits clandestinement par la frontière et dans les hauteurs du Golan, occupées par Israël, où ils ont été récupérés par des fonctionnaires de l'ONU et emmenés dans une base de l'armée israélienne. De là, ils ont été transportés en Jordanie pour être relocalisés rapidement au Canada, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Les Casques blancs, également connus sous le nom de Défense civile syrienne, prétendent être une organisation humanitaire bénévole dont les membres se précipitent sur les lieux des frappes aériennes et des bombardements pour secourir des civils, mais uniquement dans les zones contrôlées par les rebelles. Ils ont maintes fois réclamé une intervention militaire étrangère sous la forme de « zones d'exclusion aérienne » à imposer au gouvernement syrien sur son propre territoire national.



Dans un article du *Marxiste-léniniste* paru en décembre 2016 il est mentionné qu'il est un des groupes qui « font en fait partie des forces spéciales privées de l'impérialisme sur le front civil », car « Ils renforcent l'objectif du changement de régime en Syrie, notamment en agissant comme auxiliaires pour les groupes armés hostiles au gouvernement qui sont financés par les impérialistes que le Canada appuie. » [1]

Les vidéos des Casques blancs ont été utilisées à plusieurs reprises pour fournir des « preuves » que le gouvernement syrien et les forces alliées utilisent des armes chimiques. Cela est répété à maintes reprises par les impérialistes et repris dans les médias monopolisés selon la logique de répéter un mensonge à l'infini pour qu'on finisse par le croire. Ils le font malgré le déni catégorique du gouvernement syrien au sujet de l'utilisation d'armes chimiques, l'absence de preuves corroborantes, l'impossibilité logique de certaines des allégations et même la preuve que les attaques ont été perpétrées par des terroristes antigouvernementaux pour créer de « faux pavillons ». Les vidéos sont utilisées sans aucun doute pour justifier les frappes aériennes des forces américaines contre des cibles du gouvernement syrien, que le Canada et d'autres intervenants ont saluées et déclarées comme nécessaires en avril dernier.

L'opération de passage de clandestins en juillet a été largement rapportée par des sources d'information canadiennes. Toutes les histoires sont parsemées de citations d'experts soutenant les affirmations des Casques blancs sur le sort tragique qui les attendait alors que les forces gouvernementales syriennes ont achevé d'éliminer les forces terroristes comme le Front Nusra d'Al-Qaïda et d'autres des zones où elles opéraient. Toute contestation du récit officiel États-Unis-OTAN sur le rôle joué par les Casques blancs est généralement considérée comme le produit d'une « campagne de désinformation » russe contre le groupe.

Le rôle du Canada

Un article du *Globe and Mail* cite James Le Mesurier, l'ancien officier du renseignement militaire britannique et entrepreneur en sécurité privée qui a fondé les Casques blancs en 2014 : « Trois pays ont pris les devants : le Canada, le Royaume-Uni et l'Allemagne, mais c'est le Canada qui a pris l'initiative et galvanisé les autres. »

Et le gouvernement Trudeau n'a pas hésité à s'en attribuer le mérite. Dans une déclaration du 21 juillet, la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a affirmé :

Le Canada, en étroite collaboration avec le Royaume-Uni et l'Allemagne, mène un effort international afin d'assurer la sécurité des Casques blancs et de leurs familles.

Le Canada appuie les Casques blancs sans équivoque. Lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères dans le cadre du Sommet des dirigeants de l'OTAN tenu à Bruxelles il y a une semaine, j'ai recommandé que les dirigeants fassent preuve de leadership à l'échelle mondiale pour appuyer et aider ces héros.

Le Canada est un partenaire clé des Casques blancs, et il est fier de leur avoir fourni du financement en soutien à leur formation d'urgence et en vue d'augmenter le nombre de femmes qui en font partie. Nous ressentons une responsabilité morale profonde envers ces personnes qui font preuve de bravoure et d'altruisme.

Freeland et le premier ministre Trudeau auraient fait appel à des « interventions formelles » lors du sommet de l'OTAN du 11 au 12 juillet pour attirer l'attention des autres pays membres et obtenir leur appui pour l'évacuation et la relocalisation de leurs actifs humains. L'Allemagne et la Grande-Bretagne ont finalement accepté de recevoir un certain nombre de Casques blancs et membres de leurs familles.

Dans un article publié dans *Strategic Culture Foundation*, Finian Cunningham note que les actions de l'Allemagne semblent particulièrement « étranges », étant donné que le ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer, qui a personnellement autorisé la relocalisation des Casques blancs, est la même personne qui a défié ouvertement la politique de « porte ouverte » de la chancelière Angela Merkel envers les immigrants. Il conclut cependant que ce que font l'Allemagne, la Grande-Bretagne, le Canada et peut-être d'autres qui pourraient suivre, est « d'absorber leurs avoirs terroristes », peut-être pour les empêcher de révéler les sales secrets qu'ils connaissent, s'ils étaient abandonnés à leur sort.

Le rôle d'Israël

Selon des sources anonymes citées par Radio-Canada, l'ancien ministre libéral de la Justice, Irwin Cotler, un fauteur de guerre sioniste qui se présente comme un « expert des droits de l'homme », qui conspire avec le secrétaire général de l'Organisation des États américains pour imposer un changement de régime au Venezuela, a été enrôlé par le Canada pour aider à négocier avec Israël les accords de passage des clandestins.

Le gouvernement syrien a dénoncé « l'opération criminelle », affirmant « qu'Israël a toujours menti, affirmant qu'il n'a aucun lien avec la guerre menée contre la Syrie, mais qu'il a fait passer des centaines de membres de l'organisation terroriste des 'Casques blancs' et des dirigeants d'autres organisations terroristes armées, en coopération avec les gouvernements des États-Unis, de Grande-Bretagne, de Jordanie, d'Allemagne et du Canada, révélant le soutien apporté par ces États aux groupes terroristes dans leur agression contre les Syriens et la destruction des infrastructures en Syrie sous de faux prétextes. »

Commentant le rôle d'Israël, Cunningham écrit :

Dans une stupéfiante révélation des liens étrangers avec les extrémistes en Syrie, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a ordonné à ses forces militaires d'évacuer jusqu'à 800 militants appartenant aux prétendus Casques blancs. Ils sont les marchands de propagande du front Nusra et d'autres organisations terroristes liées à al-Qaïda.

Netanyahu a annoncé que l'intervention flagrante pour sauver les djihadistes dans le sud-ouest de la Syrie avait été faite à la demande personnelle du président américain Donald Trump et du premier ministre canadien Justin Trudeau, « parmi d'autres ».

Par ailleurs, il a été signalé que quatre commandants djihadistes de haut rang avaient été transférés en toute sécurité par les forces israéliennes alors que l'armée syrienne refermait son étai sur les derniers bastions de militants autour de la ville de Daraa et de la province de Quneitra.

Ce n'était pas une coïncidence si les opérations d'évacuation étaient accompagnées de frappes aériennes israéliennes sur les installations du gouvernement syrien dans la province de Hama.

Le financement et l'appui politique impérialistes aux Casques blancs



En mai, un responsable du département d'État américain a déclaré à CNN que depuis 2013 les États-Unis ont fourni 33 millions de dollars aux Casques blancs. Son principal bailleur de fonds serait le British Foreign Office. Un porte-parole d'Affaires mondiales Canada a déclaré récemment que le Canada avait donné sur une période de deux ans 7,5 millions de dollars au groupe. On disait que l'argent était destiné à la formation aux techniques d'élimination des explosifs et au recrutement de bénévoles, en particulier des femmes - une tentative typique des libéraux de Trudeau de donner une

apparence progressiste à leurs activités interventionnistes et proguerre, comme c'est le cas du travail « d'action positive » menée par leur émissaire spécial pour recruter et former des femmes pour faire partie du Comité de négociation de l'opposition syrienne, appuyé par les impérialistes, qui a constamment fait échouer les tentatives visant à mettre fin à la guerre par le dialogue.

Les Canadiens devraient rejeter avec mépris le rôle que joue le Canada pour appuyer la guerre terroriste dirigée par les États-Unis en Syrie, ainsi que toute suggestion selon laquelle ses actions sont fondées sur des considérations humanitaires, le respect des droits humains, la démocratie, les droits des femmes ou tout autre grand idéal. Le moment est venu de s'organiser pour un gouvernement antiguerre et de faire du Canada une zone de paix.

Note

1. La promotion de « Casques blancs » à des fins ignobles, le *Marxiste-léniniste*.

(Sources : SANA)



Une autre glorification officielle anticommuniste du nazisme

- Dougal MacDonald -



Cette année encore, le régime Trudeau a fait le 23 août une déclaration pour souligner la journée du Ruban noir, une journée commémorative inventée en 2009 par les cercles dominants d'Europe pour promouvoir l'anticommunisme par la diffamation et le mensonge et pour glorifier le nazisme. Le parlement canadien a officiellement fait de ce jour la « journée nationale de commémoration des victimes du communisme et du nazisme en Europe » en décembre 2009.

La déclaration de 2018 du premier ministre Justin Trudeau commence par une falsification totale de la nature du pacte Molotov-Ribbentrop du 23 août 1939. La signification historique réelle du 23 août, qui est délibérément occultée par la campagne anticommuniste, est que c'est l'anniversaire du Traité de non-agression germano-soviétique de 1939 (pacte Molotov-Ribbentrop) qui a donné à l'Union soviétique vingt-deux mois de plus pour renforcer sa défense face à l'invasion attendue de l'Allemagne nazie qui occupait déjà l'Autriche et s'était emparée de la Tchécoslovaquie.

L'Union soviétique avait demandé à la Grande-Bretagne et à la France de signer un traité d'assistance mutuelle et collective, qui aurait pu sauver l'Europe de la Deuxième Guerre mondiale ou, du moins, l'abrèger et la rendre moins dévastatrice. Les impérialistes anglo-français ont rejeté ces propositions de sécurité collective parce qu'ils espéraient pouvoir pousser Hitler à attaquer et à détruire l'Union soviétique. En septembre 1938, la Grande-Bretagne et la France avaient signé avec les nazis les accords de trahison de Munich, qui donnaient le feu vert à Hitler pour son invasion de l'Europe.

L'Union soviétique a déjoué le plan anglo-français d'utiliser l'Allemagne comme arme contre l'Union soviétique en signant le pacte de non-agression germano-soviétique, lequel déclarait simplement que l'Allemagne n'attaquerait pas l'Union soviétique et que l'Union soviétique n'attaquerait pas l'Allemagne, même si l'Union soviétique n'avait aucune illusion sur les plans d'Hitler de « germaniser » l'Est, qu'il avait annoncés dès 1925 dans son livre *Mein Kampf*.

Lorsque l'Allemagne nazie a attaqué l'Union soviétique le 22 juin 1941, le Pacte a été immédiatement annulé, et, comme le montre l'histoire, les préparatifs faits par l'Union soviétique avant cette agression lui ont permis de jouer un rôle majeur, au prix de sacrifices énormes, dans la défaite des nazis et de leurs rêves fous de conquête du monde.

La propagande anticommuniste typique des impérialistes anglo-américains assimile les nazis,

reconnus comme étant les plus grands criminels de guerre de tous les temps, à l'Union soviétique, reconnue pour son rôle majeur dans la défaite des hitlériens et la libération du monde du fléau du nazisme. Après avoir falsifié l'histoire dans sa déclaration, Trudeau a ajouté : « Aujourd'hui, je me joins aux Canadiens et à nos partenaires internationaux pour rendre hommage aux victimes du communisme et du nazisme en Europe. Nous sommes solidaires des survivants et de leurs descendants, qui composent encore avec les traumatismes engendrés par ces régimes cruels. »



De gauche à droite : Chamberlain, Daladier, Hitler, Mussolini et Ciano à la signature des accords de trahison de Munich en 1938.

Trudeau et ses acolytes utilisent délibérément le mot « totalitarisme » pour assimiler faussement le nazisme au communisme, tout en menant des guerres d'agression contre des pays souverains au nom de l'économie de marché, de l'« intervention humanitaire » et de la « démocratie » pluraliste dans laquelle les électeurs sont obligés de choisir quel parti des riches mettra en oeuvre l'ordre du jour des monopoles.

À nouveau, assimilant à tort l'Union soviétique à l'Allemagne nazie, Trudeau a déclaré : « Parmi ceux qui ont fui les régimes soviétique et nazi, nombreux sont ceux qui ont trouvé un foyer accueillant au Canada où ils ont rebâti leur vie. Ces réfugiés et leurs descendants ont apporté des contributions remarquables à notre pays, aidant à façonner notre identité canadienne et à bâtir le Canada fort, diversifié et prospère que nous connaissons aujourd'hui. » Trudeau a oublié de mentionner que le gouvernement du Canada, comme le gouvernement des États-Unis et d'autres pays, a travaillé activement à amener au Canada des criminels de guerre et des collaborateurs nazis connus, dont 2 000 membres de la Division SS Galicie.

Trudeau a terminé ses remarques sur les réfugiés avec les platitudes habituelles : « Leurs histoires nous rappellent notre responsabilité commune de protéger les droits de la personne, la liberté et la démocratie. » C'est, bien sûr, une déclaration ridicule de la part d'un gouvernement qui vient de vendre 15 milliards de dollars d'armes à l'Arabie saoudite, l'un des plus grands violeurs des droits humains au monde. Ou, d'un autre point de vue, quel est l'opinion des peuples autochtones, des Métis et des Inuit du Canada quant à l'engagement proclamé des libéraux envers « les droits de la personne, la liberté et la démocratie » ?

Chaque 23 août depuis 2009, Trudeau et son prédécesseur Harper ont assisté à des réunions et ont fait des déclarations officielles et des discours pour souligner la journée du Ruban noir au nom de la lie la plus réactionnaire de la société qui, sous couvert d'idéaux élevés, associe les droits humains à la réhabilitation des crimes hitlériens contre l'humanité. Ainsi est avancée et promue délibérément l'idée que les nazis hitlériens, qui ont massacré les peuples d'Europe et d'Union soviétique, seraient des héros tandis que les forces antifascistes qui les ont combattus au sacrifice de leur vie, en particulier les communistes, devraient être rayées de l'histoire.

La déclaration de Trudeau à l'occasion du 23 août montre que les cercles dominants au Canada et dans d'autres pays définissent les droits humains et l'humanitarisme à partir des notions anticommunistes de la guerre froide pour masquer leur crise de gouvernance d'aujourd'hui et leur incapacité à résoudre les problèmes auxquels font face leurs sociétés actuellement. Des millions de dollars sont dépensés pour des campagnes dont le but est d'inculquer l'anticommunisme aux gens afin de saboter le mouvement ouvrier, le mouvement pour la défense des immigrants et des réfugiés, le mouvement pour la défense des droits ancestraux des Premières Nations et le mouvement antiguerre et les conduire dans un abîme.

Trudeau a repris également le projet de prédilection de Harper, un monument financé par les fonds publics appelé officiellement « Monument commémoratif aux victimes du communisme totalitaire — Le Canada, terre d'accueil ». Le projet est basé sur le mémorial américain *Victims of Communism*, dédié en 2007, dont le président honoraire est le criminel de guerre George W. Bush et dont les bienfaiteurs comprennent des monopoles tels que l'entrepreneur de défense Lockheed Martin et Amway Corporation, qui appartient à la famille dominioniste DeVos. Au Canada, le projet a été approuvé en 2009 à huis clos par la Commission de la capitale nationale (CCN) du gouvernement fédéral, qui supervise l'utilisation et l'aménagement des terrains de la région de la capitale nationale.



Le Jardin des Territoires et des Provinces approuvé par la CCN comme site du monument anticommuniste.

Le monument a commencé comme un projet privé initié par Hommage à la liberté, une organisation anticommuniste dirigée par différents individus au passé très douteux. Le projet de monument anticommuniste privé de Hommage à la liberté a été transformé en un projet public par Harper et plusieurs de ses ministres et députés, dont Jason Kenney. Le député néo-démocrate Alex Atamanenko et la chef du Parti vert, Elizabeth May, ont également montré leurs vraies couleurs en signant la liste des appuis au projet et en faisant la promotion du monument.

Dans un premier temps, Hommage à la liberté s'est vanté de pouvoir financer le monument anticommuniste en amassant des contributions du « public ». Lorsque cela a échoué lamentablement faute de soutien public, la dictature Harper est intervenue pour sauver le projet voué à l'échec en faisant don de 1,5 million de dollars de fonds publics. À l'époque, une porte-parole de Hommage à la liberté a expliqué ainsi pourquoi Hommage à la liberté était incapable de récolter de l'argent auprès des Canadiens pour le monument anticommuniste : « C'est un projet difficile à comprendre pour beaucoup de gens du public. »

Une autre explication est que la classe ouvrière et le peuple du Canada comprennent très bien le projet et s'opposent fermement à son contenu violemment anticommuniste et pro-nazi. Beaucoup de gens se souviennent encore du rôle majeur joué par l'Union soviétique dans la défaite des nazis hitlériens. Beaucoup de travailleurs sont conscients du rôle clé joué par les communistes pour les aider à bâtir leurs syndicats au Canada pour défendre les intérêts des travailleurs. De plus, le Canada est constitué de gens épris de paix qui ont combattu les crimes commis par les États-Unis en Corée, au Vietnam, au Congo, en Indonésie, en Grèce, en Iran, à Cuba, au Guatemala, au Chili, en Argentine, à Grenade, en Colombie, au Salvador, au Nicaragua, en Afghanistan, en Irak, en Palestine et en Yougoslavie, et plus récemment en Libye et en Syrie, pour ne nommer que ceux-là.

Les Canadiens appuient la liberté et la démocratie authentiques et non les abstractions fausses de Trudeau et de Harper. Ils sont beaucoup plus susceptibles de soutenir un monument commémorant les vraies victimes, c'est-à-dire les millions de victimes de l'impérialisme assassinées au nom de la lutte contre le communisme et le « terrorisme », notamment toutes les personnes tuées en combattant ces mêmes nazis que Harper et maintenant Trudeau continuent de glorifier.



Ne touchez pas au Venezuela!

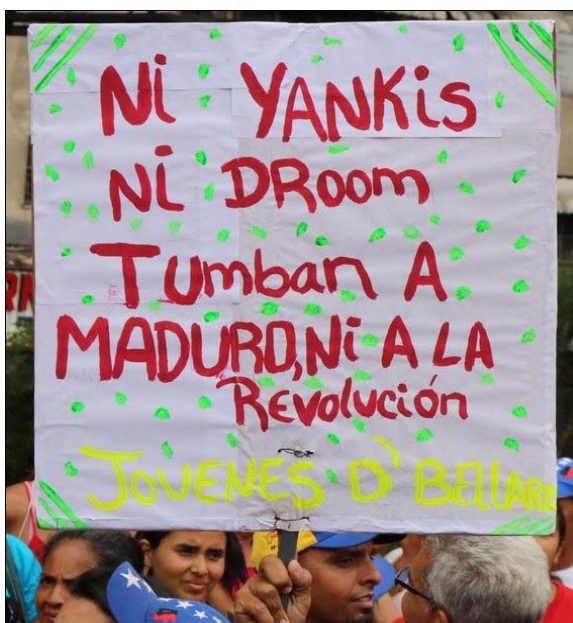


Le 6 août 2018, le peuple vénézuélien remplit les rues de Caracas en appui au président Maduro et à la République bolivarienne, deux jours après la tentative d'assassinat contre lui.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) condamne la campagne continue de violence et de terreur des impérialistes américains et de leurs représentants au Venezuela pour renverser le gouvernement démocratiquement élu de ce pays. Au cours des vingt dernières années, le gouvernement, sous la direction du commandant Hugo Chávez et désormais sous la direction du président Nicolas Maduro, a défendu la souveraineté et l'indépendance du Venezuela et mis en oeuvre de nombreuses initiatives prosociales afin de garantir que les ressources du pays soient utilisées pour satisfaire les besoins fondamentaux des Vénézuéliens. Cela a été réalisé contre toute attente, et malgré la tentative d'assassinat contre le président Maduro, d'autres responsables du gouvernement et des forces armées vénézuéliennes le 4 août lors des célébrations du 81^e anniversaire de la garde nationale bolivarienne.

Le président Maduro, qui prononçait un discours, et d'autres dirigeants ainsi que des membres du corps diplomatique du pays étaient sur une tribune pour passer en revue un grand défilé militaire au moment de l'attaque. Sept soldats ont été blessés dans la tentative d'assassinat ratée.

Deux drones, plus couramment utilisés pour transporter des caméras cinématographiques, chargés d'explosifs, du plastique C-4, ont été utilisés lors de l'attaque. L'un des drones, qui aurait été dérouté de sa trajectoire par un signal électronique mis en place par l'armée comme mesure de sécurité pendant l'événement, a explosé dans les airs, juste devant la tribune. Le second s'est écrasé sur un immeuble à deux rues de là, non loin de l'endroit où il était contrôlé, et a provoqué un incendie.



Peu de temps après l'attaque, les forces de sécurité vénézuéliennes ont pu capturer six personnes trouvées en possession de preuves incriminantes. Ces arrestations ont donné lieu à des aveux et à la découverte d'autres éléments de preuve matériels concernant des personnes qui auraient participé à la planification et au financement de l'acte terroriste. Parmi les personnes arrêtées par la suite, il y avait deux officiers militaires de haut rang et un membre de l'opposition siégeant à l'Assemblée nationale. Les autorités vénézuéliennes ont annoncé qu'un total de 34 personnes étaient impliquées. De nombreuses personnes encore recherchées se trouveraient en Colombie ou aux États-Unis et le Venezuela a demandé leur extradition. Il a été annoncé que les organisateurs de la tentative d'assassinat s'étaient fait promettre 50 millions de dollars américains et l'asile aux États-Unis.

Après la tentative d'assassinat, les Vénézuéliens ont envahi les rues de leurs villes et villages pour manifester leur solidarité avec le président Maduro. Les gouvernements, les partis politiques et les personnalités du monde entier ont publié des déclarations dénonçant la tentative d'assassinat. Le gouvernement canadien s'est couvert de honte en restant silencieux.



Le gouvernement canadien a joué un rôle criminel en tentant de saper le peuple vénézuélien et sa révolution bolivarienne en appuyant les contre-révolutionnaires et en jouant un rôle de premier plan parmi les pays du groupe de Lima organisé par les États-Unis pour isoler le Venezuela et détruire son économie. L'objectif déclaré de cette cabale est de parvenir à un changement de régime au Venezuela sous prétexte de défendre les droits de l'homme et la démocratie, mais dans les faits c'est celui d'imposer un régime néolibéral qui détruirait les acquis de la révolution bolivarienne, permettant à l'impérialisme de reprendre le contrôle des vastes ressources du pays et asservir le peuple vénézuélien.

Le PCC(M-L) appelle les Canadiens à défendre fermement le peuple vénézuélien et son gouvernement bolivarien en cette période critique et à s'opposer résolument au soutien du gouvernement du Canada à la campagne de terreur et de violence contre le peuple vénézuélien.

***Ne touchez pas au Venezuela !
Le groupe de Lima doit être démantelé !
Renforçons l'unité fraternelle entre les peuples vénézuélien et canadien !***

Le 6 août 2018



Le 9 août 2018



Le 13 août 2018



(Photos : C. Melendez, P. Infanti, VTV Canal 8, T. Maniglia)

Le XXIV Forum de Sao Paulo à La Havane



La 24e réunion du Forum de Sao Paulo a eu lieu du 15 au 17 juillet au Centre national des Congrès à La Havane, à Cuba. Le forum a été créé en 1990 lorsque des partis de gauche et progressistes de l'Amérique latine et des Caraïbes se sont réunis au Brésil pour discuter du nouveau scénario international suite à l'effondrement de l'Union soviétique et aux conséquences des politiques néolibérales que la majorité des gouvernements de la région avaient été forcés d'adopter. Fidel Castro et le président brésilien Luiz Inacio Lula de Silva ont joué un rôle décisif dans le développement de ce forum. Aujourd'hui, celui-ci est composé de plus d'une centaine de partis et d'organisations politiques de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Le sujet de la rencontre de cette année était l'Unité et l'Intégration latino-américaine et caraïbe, et la rencontre elle-même était dédiée à Fidel et à Lula. Était présent un nombre record de 625 délégués et invités provenant de 51 pays, représentant 168 organisations, y compris plus de 60 parlementaires et plus de 120 représentants de mouvements sociaux. Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a participé à la plupart des forums depuis leur création et y a aussi envoyé une délégation cette année.



Plusieurs chefs d'État, de gouvernements et dirigeants politiques, anciens et actuels, provenant de diverses régions du monde, sont intervenus lors des sessions plénières au cours de la rencontre de trois jours, mettant en lumière que la réunion à La Havane représente un lieu de convergence important pour les forces progressistes de la région. Parmi ces intervenants on comptait : Miguel Diaz-Canel, le président des Conseils de l'État et des ministres de Cuba, Raoul Castro, le premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et d'autres membres dirigeants du Parti communiste de Cuba qui en était l'organisation hôte, Ralph Gonsalves, le premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Nicolas Maduro, le président de la République bolivarienne du Venezuela, Evo Morales, le président de l'État plurinational de la Bolivie ainsi que Salvador Sanchez Ceren, le président du Salvador.

Parmi les anciens présidents et premiers ministres qui y ont participé il y avait Dilma Rousseff du Brésil, Manuel Zelaya du Honduras, Kenny Anthony de Sainte-Lucie, Denzil Douglas de Saint-Christophe-et-Niéves, Martin Torrijos du Panama et Joaquim Chissano du Mozambique.

En plus des sessions plénières quotidiennes, les délégués et les invités ont pu participer aux réunions des femmes, de la jeunesse et de parlementaires ainsi qu'au dialogue avec les mouvements sociaux et aux ateliers sur des sujets tels les arts et la culture, la communication politique et les médias.



Les anciens présidents et le premier ministre, de gauche à droite, Dilma Rousseff du Brésil, Joaquim Chissano du Mozambique et Kenny Anthony de Sainte-Lucie

Parmi les principaux sujets traités en grande partie par le programme, il y avait :

-la nécessité de défendre et de mettre en oeuvre la déclaration de l'Amérique latine et des Caraïbes en tant que Zone de Paix signée en 2014 par les gouvernements de tous les pays de la région organisés sous les auspices de la Communauté des États latino-américains et des caraïbes (CÉLAC) ;

-la nécessité d'empêcher les États-Unis de diviser et de déstabiliser la région, que ce soit par les provocations de l'Organisation des États américains et son Groupe de Lima, par les coups parlementaires, judiciaires et médiatiques ou encore par la violence organisée dont le but est de déstabiliser et de renverser les gouvernements qui refusent de se soumettre, ou par la destruction des projets d'intégration régionale tels que la CÉLAC ;

-la nécessité de rejeter la notion promue par les impérialistes américains et leurs alliés locaux comme quoi le cycle progressiste dans la région est arrivé à terme, avec la même détermination que la thèse de la « fin de l'histoire » avait été rejetée lorsqu'elle fut promue suite à l'effondrement de l'Union soviétique ;

-la nécessité pour les forces populaires de riposter au projet contre-révolutionnaire par un projet qui leur est propre en bâtissant l'unité d'action la plus large possible contre l'impérialisme, aussi bien dans la région qu'au-delà.

La dernière journée, il y a eu une session plénière spéciale consacrée à la Pensée de Fidel Castro, et des dirigeants politiques cubains et d'autres dignitaires invités ont exprimé ce que Fidel représentait pour eux et pour les peuples de leurs pays ainsi que son immense contribution à la cause de l'humanité.



La session plénière du 17 juillet 2018 a été dédiée à la Pensée de Fidel Castro.



Le président cubain Miguel Díaz-Canel

Au sujet du legs de Fidel et de son rôle important face aux défis que le Forum de Sao Paulo et d'autres doivent relever aujourd'hui, le président Miguel Diaz-Canel a rappelé aux participants que Fidel leur avait fait cette mise en garde, que la révolution doit être en mesure de confronter, sur la base de ses propres forces, les puissantes forces dominantes à l'oeuvre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses domaines sociaux et nationaux. Pour Fidel, a-t-il dit, ceci serait impossible sans la participation active, organisée et consciente du peuple, lui qui avait la ferme conviction qu'un projet ne pouvait perdurer que si le peuple s'en faisait le défenseur et s'en appropriait comme s'il était le leur. « Nous croyons fermement qu'il en est ainsi », a-t-il dit, « sans quoi nous ne serions pas ici aujourd'hui ».

Diaz-Canel a affirmé que la façon la plus pratique de rendre le plus grand hommage à Fidel est de réorienter la lutte pour concrétiser le plan d'action réalisable et élaboré par tous sur la base de l'unité et de l'intégration des forces politiques et des mouvements sociaux de la région.



Le plan d'action 2018-19 du Forum de São Paulo

Les activités que le Forum de São Paulo planifie d'entreprendre cette année incluent :

- le lancement des campagnes pour la libération immédiate de Lula et contre la persécution politique des dirigeants populaires en Amérique latine et dans les Caraïbes ;
- des actions visant à défendre l'Amérique latine et les Caraïbes en tant que zone de paix, notamment en participant, avec le Parti de la gauche européenne, à la deuxième mission d'observation politique du Forum de São Paulo en Colombie pour suivre la mise en oeuvre de l'accord de paix et de construire la paix en Colombie ;
- renforcer et élargir les écoles de formation et les fondations liées au Forum ;
- encourager les syndicats et les organisations paysannes et de producteurs agricoles à organiser

des manifestations dans leur pays pour dénoncer l'augmentation de la précarité des conditions de travail et la réduction des conditions de vie par la sous-traitance et d'autres moyens ;

- renforcer les communications entre les partis membres ;
- prêter attention aux élections organisées dans la région ;
- engager des actions communes avec le Parti de la gauche européenne impliquant :
 - approfondir l'étude des accords de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le MERCOSUR et avec différents pays d'Amérique latine sur les conditions qu'ils cherchent à imposer à nos peuples ;
 - faire campagne contre les sanctions de l'UE contre le Venezuela, le blocus de Cuba et l'ingérence de l'UE dans les affaires intérieures des pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour les déstabiliser ;
 - lutter contre la guerre de l'information des grands médias qui déforment et manipulent la réalité ;
 - envoyer des équipes conjointes d'observateurs dans les pays de la région où la fraude électorale pourrait se produire ;
 - suivre de près les processus de paix en Colombie pour assurer le plein respect ; et
 - mener une campagne commune de défense de la paix et de la solidarité entre les peuples, en commençant par la mise en pratique de la Déclaration de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Zone de paix.



(Photos : LML, S. Sanchez, Trabajadores, Cubadebate)



Les États-Unis planifient d'utiliser Facebook pour diffuser de la propagande à Cuba

Prensa Latina a publié un compte rendu d'un article paru récemment dans le *Miami New Times* qui révèle que les États-Unis envisagent d'utiliser Facebook pour propager clandestinement la propagande et fomenter des dissensions à Cuba.

Citant des documents existants sur le sujet, la version numérique de l'hebdomadaire de Miami, datée du 22 août, indiquait qu'au centre de l'offensive se trouve le Bureau américain de radiodiffusion à Cuba (OCB), une agence gouvernementale actuellement dirigée par l'ancien maire de Miami, Tomás Regalado, qui exploite *Radio Martí*, *TV Martí* et *Martí Noticias*.

Selon *Miami New Times*, les objectifs sont détaillés dans les documents budgétaires pour les exercices 2018 et 2019 du Conseil des gouverneurs de la radiodiffusion américaine.

Prensa Latina note qu'au moment où il y a un grand émoi aux États-Unis à propos de l'ingérence présumée de la Russie dans les élections de 2016, les documents indiquent que l'agence prévoit utiliser des comptes Facebook « natifs » et « non marqués » pour diffuser du contenu créé par le gouvernement américain sans en informer les utilisateurs cubains de Facebook.

L'article du *Miami New Times* indique que le passage du gouvernement américain aux médias sociaux était basé sur des indicateurs qui placent YouTube, Google et Facebook parmi les sites les plus visités à Cuba, avec l'utilisation de la technologie vidéo pour radio (AVRA). Les programmes *Radio Martí* ont commencé à être transmis via Facebook Live avec la programmation de *TV Martí*.

Prensa Latina fait le lien entre l'attention particulière que porte l'OCB à une offensive des médias sociaux et l'efficacité des autorités cubaines à bloquer les signaux de *Radio* et *TV Martí*, que Cuba a dénoncés pour avoir violé les normes internationales relatives à l'utilisation des ondes.

Selon le *Miami New Times*, au cours de l'exercice 2018, l'OCB prévoyait créer des équipes de personnes à Cuba pour créer des comptes Facebook natifs et non marqués afin de propager de la propagande alors que les pages nationales augmenteraient les chances de figurer sur les nouvelles des utilisateurs cubains de Facebook. La même stratégie devait être reproduite dans d'autres réseaux sociaux préférés.

Il écrit : « Les documents n'expliquent pas ce que les autorités fédérales appellent des pages Facebook "non marquées" ou "natives". Mais il est clair qu'elles devraient ressembler aux pages des utilisateurs de médias sociaux normaux afin d'échapper aux censeurs et persuader les Cubains de lire la propagande de *Martí* », soulignant que l'idée était de tromper les Cubains en leur faisant croire que l'information provenait d'autres Cubains et non du bureau de Regalado.

John S. Nichols, professeur à l'Université de Pennsylvanie, a déclaré au *Miami New Times* que si le plan de propagande de Facebook avait vraiment pris son envol, « cela s'inscrirait dans une longue histoire de tentatives d'utiliser la technologie moderne pour propulser la propagande à



Cuba. » « Il y a un avertissement dans tout cela », a déclaré Nichols, co-auteur du livre de 1987 sur la radiodiffusion clandestine.

« C'est la plus récente d'une longue série d'efforts de la part de *Radio* et *TV Martí* et de ses prédécesseurs pour tenter de se soustraire aux lois de la physique... Chaque fois qu'ils échouent à faire passer leur message à Cuba, ils disent qu'il doit y avoir une solution technologique », a-t-il déclaré.

Au lieu de cela, a-t-il dit, le Congrès « ne peut tout simplement pas reconnaître que les stations sont un échec colossal. C'est triste parce qu'ils dépensent l'argent des contribuables. Mais cela gaspille notre crédibilité en tant que grande nation en faisant ces choses absurdes et stupides. »



Les médias sociaux : Réflexion sur le système idéologique

- Gilberto Rios Mungia -

LML publie cet article au sujet du rôle de médias de masse dans le coup d'État au Honduras contre le président élu démocratiquement Manuel Zelaya et d'autres phénomènes de ce genre qui ont lieu partout dans la région via les médias sociaux. L'auteur, Gilberto Rios Mungia, est le directeur du Parti Liberté et Refondation (libre) et un activiste des médias sociaux au Honduras. L'article a d'abord été publié dans El Pulso le 25 août 2018.

* * *

Il est important de clarifier d'entrée de jeu que le concept de « système idéologique » est lié à tous les mécanismes dont on se sert pour contrôler la pensée des masses et il est vieux de plusieurs centaines d'années. La réflexion qui suit est simplement une adaptation de ces idées aux nouvelles technologies d'information et de communication d'un point de vue de néophyte, mais en mettant l'accent sur la nécessité d'un « militantisme » plus efficace pour ce qui est de l'utilisation des médias alternatifs.

Je pense ici plus spécifiquement à ma participation à un évènement à Sao Paulo, au Brésil, dans les mois suivant le coup d'État. Le congrès national d'un parti politique de gauche avait lieu et on nous avait invités surtout pour dénoncer ce qui venait de se passer au Honduras. Dans mon intervention, j'ai mentionné comment les médias traditionnels étaient grandement concentrés dans les mains de quelques-uns -- quelques familles -- dans mon pays. Sur ce, quelqu'un s'est approché de moi et a chuchoté : « Il en va de même ici. »

Lorsque nous regardons ce qu'on appelle le Modèle oligarchique, c'est-à-dire la nouvelle étape de la concentration du capital entre quelques mains -- ce qui représente une forme plus accentuée de la contradiction capital/travail -- nous observons que partout sur notre continent non seulement les moyens de production sont entre les mains de quelques-uns, mais que les médias de masse sont entre les mêmes mains et reproduisent forcément les idées nécessaires aux quelques-uns pour maintenir leur régime d'exploitation, de corruption et de violence qui engendre tant de profits pour eux.

Un autre aspect important de ce modèle oligopole de communication est sa synchronisation avec les ordres du jour des médias internationaux qui sont eux aussi des porte-paroles du grand capital transnational. Nous le voyons dans les nouvelles télévisées, la presse écrite, les émissions de radio et les médias sociaux aux mains des médias monopolisés. Ils répètent tous les points de vue

éditoriaux sur la situation internationale et favorisent nécessairement les intérêts de ces mêmes secteurs.

Le microphone, la salle de classe et la chaire

C'est la même chose dans le domaine de l'éducation formelle et des églises, qui font partie intégrante du système en question qui vise à endormir la conscience des étudiants et de leurs fidèles, respectivement, à quelques exceptions près. En passant, Marx appelait ce phénomène la « conscience métamorphosée » de la réalité, c'est-à-dire, le phénomène incroyable selon lequel nous vivons une réalité qui est interprétée d'un point de vue favorable à l'ennemi. Par exemple, dans ce cas-ci, il s'agit de présenter la crise comme quelque chose de positif et de faire porter le blâme à l'opposition et à ses soi-disant répercussions négatives. Dans cette situation, c'est la responsabilité de l'opposition politique de démanteler le modèle de pensée conservateur qui sert l'oligarchie en interprétant la réalité par une conscience différente et éventuellement libératrice et en réussissant à propager ces idées par tous les moyens possibles. Cette nouvelle prise de conscience de la réalité peut être engendrée par des spécialistes dans diverses matières qui réussissent à démanteler la toile imaginaire, mais elle est aussi révélée, créée ou recrée par la discussion et la pensée collective, qui ne peut se faire que par le biais de l'organisation populaire.

C'est alors que le « militantisme » devient nécessaire face aux médias alternatifs, sans doute un sujet très délicat au Honduras, un pays où, depuis 2009 -- immédiatement dans la foulée du coup militaire -- plus de 70 journalistes, de communicateurs sociaux et de travailleurs dans le domaine des médias ont été assassinés, ce qui indique bien la nécessité de l'oligarchie de bien contrôler le monde des idées.

Heureusement, dans notre pays, des efforts vraiment héroïques ont été déployés pour maintenir des voix alternatives et indépendantes qui ont combattu leur marginalisation par le parti au pouvoir et les lignes directrices des sociétés de publicité, mais aussi les menaces de mort, la fermeture des médias et diverses autres formes de persécution et d'intimidation. Ce genre de journalisme a conservé un marché captif de lecteurs avides de vérité, de points de vue critiques et d'interprétations non officielles des phénomènes politiques et sociaux.

Il se passe la même chose maintenant dans les médias sociaux, qu'on nomme aussi la Cinquième Puissance, en raison de sa proximité avec la pensée des vastes majorités qui ont réussi à remporter d'importantes batailles contre l'hégémonie médiatique des élites. Cette participation est d'une importance vitale en raison de la crise actuelle de gouvernance du régime hondurien, et de la détérioration flagrante du système capitaliste et de son modèle néolibéral.

La dénonciation constante par les utilisateurs des médias sociaux, en plus de ce que la dénonciation systématique et participation organisée du « militantisme » peuvent signifier pour ces réseaux, contribuerait énormément à élever la conscience du peuple face à ses véritables bourreaux et ennemis. Voilà la raison de cette réflexion. Elle vise à nous encourager à regarder d'un autre oeil nos téléphones, nos ordinateurs, nos liens en ligne et nos comptes de médias sociaux et de les voir comme des armes puissantes d'un nouveau système idéologique populaire qui est un outil de plus de notre libération. Mon but n'est pas de prêter aux médias sociaux des attributs qu'ils n'ont pas. Je veux affirmer clairement que les médias sociaux nous permettent de nous informer et de nous plaindre. Dans nos quartiers, nos lieux d'étude et de travail, nous organisons. Dans la rue, nous manifestons.

(Traduit de l'espagnol par LML)



La guerre judiciaire contre la démocratie

-Enrique Santiago Romero-



Lula da Silva, l'ancien président du Brésil et candidat dans les élections de 2018, présentement incarcéré en vertu de fausses accusations, s'adresse à un rassemblement à Sao Paulo le 24 janvier 2018.

Le 1er septembre 2016, le Sénat brésilien a destitué Dilma Rousseff de la présidence du pays suite à un « procès politique » au cours duquel elle a été accusée de soi-disant manipulation du budget public.

Entre le 2 novembre 2017 et le 6 mars 2018, la présidente Cristina Fernandez de Kirchner a été accusée de trois délits, dont deux liés à des prétendus crimes de corruption et l'autre suite à une prétendue ingérence dans l'enquête sur l'attentat à la bombe de l'AMIA (L'Association mutuelle Argentine-Israël) à Buenos Aires en 1994.

Le 24 janvier, la Cour suprême du Brésil a maintenu la condamnation de l'ancien président du pays et du candidat actuellement le plus populaire dans les sondages aux prochaines élections présidentielles, Lula da Silva, condamné à 12 ans d'incarcération pour corruption. En avril, il a été détenu et disqualifié à sa réélection comme président. (Lula en a appelé des deux accusations — note de la rédaction du LML).

Le 9 avril, le Bureau du procureur de la Colombie a oublié un mandat d'extradition vers les États-Unis contre le député élu du FARC (Force alternative révolutionnaire du peuple), Jesus Santrich, qui est aussi une des personnes responsables de la mise en oeuvre de l'Accord de Paix. Il est accusé de conspiration dans le but d'exporter de la cocaïne aux États-Unis. Depuis ce temps il est en prison et ne peut participer à la mise en oeuvre de l'Accord de Paix ni siéger à la Chambre législative bien qu'aucune accusation n'ait été portée contre lui en Colombie.

Le 3 juillet, un tribunal équatorien a ordonné la détention de l'ancien président Rafael Correa et a lancé contre lui un mandat international d'arrestation. Antérieurement, le 14 décembre 2017, le vice-président Jorge Glas fut condamné à six ans d'incarcération suite à une accusation de corruption. Aussi, le 17 juin, Pablo Romero, qui faisait partie du gouvernement de Rafael Correa, a été arrêté à Madrid à la demande de l'Équateur.

La légitimité de la judiciarisation de la politique est fondée sur un consensus que 'la corruption' est le problème numéro un en Amérique latine. » Cette prémisse, fondée sur tout un raisonnement formel, a été préconisée par les institutions et agences financières internationales du gouvernement des États-Unis avec leur Ajustement structurel de l'État des années 90. Ils s'en servent pour attaquer les gouvernements, les forces politiques et les dirigeants de la gauche en Amérique latine qui s'opposent aux ajustements néolibéraux imposés par le FMI qui prétend que c'est le « populisme de gauche » qui engendre le problème structurel de corruption, niant ainsi que la corruption est inhérente au néolibéralisme avec ses politiques d'austérité et d'ajustements.

« La guerre judiciaire », « la guerre judiciaire asymétrique » qui a remplacé la doctrine de la Sécurité nationale — la guerre de contre-insurrection — enseignée dans les Écoles des Amériques, a été déployée contre tous ceux qui ont mis en oeuvre avec succès les alternatives aux politiques néolibérales. Maintenant la stratégie provient des facultés de droit universitaires du nord et elle étend ses tentacules pour tenter de se débarrasser des gouvernements de gauche en paralysant politiquement ces dirigeants qui cherchent à défendre la souveraineté de leurs peuples.

En anglais, on utilise le terme « lawfare », où les mots « law » et « warfare » sont associés pour décrire une forme de guerre asymétrique. Il s'agit d'une « guerre judiciaire » déployée en ayant recours de façon illégitime aux lois domestiques et internationales dans l'intention de causer du tort à l'adversaire et de le vaincre sur le champ de bataille des relations politiques publiques, ce qui paralyse les adversaires politiquement et financièrement, ou les immobilisent tout au moins juridiquement, les empêchant ainsi d'atteindre leurs objectifs ou de se présenter comme candidats à la vie publique. C'est ainsi qu'on explique la « guerre judiciaire » dans le « Rapport de 2010 de la réunion à Cleveland d'experts du 11 septembre et de ses conséquences ».

Et voilà que cette « guerre judiciaire » est en pleine expansion. Elle a été conçue il y a plusieurs années alors que la gauche en Amérique latine, jouissant de l'appui de la majorité, avait établi des systèmes démocratiques plus participatifs et égalitaires. Pendant ce temps, les forces néolibérales dirigées par « l'establishment » américain élaboraient une nouvelle stratégie pour lutter contre les succès des mouvements politiques de la gauche et de les discréditer.

Reculons un peu au 16 octobre 1998. L'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet, accusé de crimes contre l'humanité, est arrêté à Londres en vertu d'un mandat d'arrestation émis par le juge Garzon à la demande de groupes de défenseurs des victimes. La fin de la « guerre froide » a engendré une désorientation stratégique chez le vainqueur, les États-Unis. Il devenait urgent de définir un nouvel ennemi, ce qui faciliterait le maintien du conglomérat militaro-industriel à la base du système capitaliste qui avait fait tomber les pays socialistes. La période de désorientation avait ouvert la porte à des procès criminels dans des pays tiers. Le champ de « compétence universelle » envisagé depuis des années pour les lois nationales, mais impossible à mettre en oeuvre pendant la « guerre froide », est devenu un puissant instrument contre les régimes totalitaires responsables de crimes contre l'humanité, les mesures illicites auxquelles ils avaient eu recours pour supprimer le désir de changement du peuple.

Cette expansion du champ de « compétence universelle » s'est poursuivie pendant des années. L'arrestation de Pinochet fut suivie par des procès judiciaires entamés par les groupes de victimes contre les militaires et politiciens de l'Argentine, de l'Uruguay, de la Colombie, du Congo, des États-Unis et d'Israël, responsables de graves violations des droits humains.

Les démocraties occidentales ont réagi non pas pour consolider le champ de compétence universel, mais bien pour s'opposer à l'opportunité qui se présentait de consolider le droit international et de mettre fin à l'impunité accordée aux crimes internationaux. Les contre-réformes judiciaires touchant à la « compétence universelle » au Belgique en 2003 et en Espagne en 2009 (par le Parti socialiste des travailleurs d'Espagne) et en 2014 (par le Partido Popular) sont des exemples de rétrogression justifiée ainsi :

« [...] La compétence universelle peut servir à des fins politiques ou d'humiliation, ce qui peut influencer négativement l'ordre mondial en occasionnant des frictions inutiles entre États, des abus potentiels de procédures judiciaires et la privation de droits humains individuels » (IBC *Revue internationale de droit pénal*, 2008/1, Vol. 79).

Ceux qui appuient l'ordre mondial actuel ont appris comment se servir de la « compétence universelle » - avec sa grande accessibilité, ses frais minimes et son immense efficacité — à leurs propres fins. Ils ont commencé à développer de nouvelles stratégies qui leur permettraient de maintenir leur pouvoir et leur capacité d'intervenir lorsque nécessaire. En raison des méthodes politiques nuisibles de la doctrine de la Sécurité nationale — la torture, les disparitions forcées, les dictatures et les mouvements sociaux de protestation — depuis la fin de la « guerre froide » les États-Unis n'ont pas eu recours à l'établissement de régimes autoritaires comme premier choix, préférant maintenir leur contrôle d'un pays par des moyens aux allures plus démocratiques.

L'ingérence judiciaire peut être un choix efficace lorsque motivée par une stratégie permettant d'en arriver à ses fins. La stratégie doit être dotée d'une tactique — l'ingérence politico-judiciaire permettant de détourner la raison d'être des intervenants juridiques -, certaines ressources — comme des écoles et des programmes de formation pour les juges et les avocats, ainsi que des objectifs — renverser ces gouvernements qui cherchent à défendre la souveraineté nationale de leurs peuples. La stratégie consiste à discréditer les forces politiques à la tête de ces gouvernements, de disqualifier sur le plan électoral et détruire sur le plan politique leurs plus hauts dirigeants.

Les précédents de cette stratégie politico-judiciaire remontent à la soi-disant guerre contre le terrorisme lancée en 2001 après le 11 septembre. Les États-Unis ont tenté de créer une nouvelle interprétation du droit régissant les conflits armés pour faire progressivement disparaître l'énorme disparité entre le droit pénal domestique et le droit humanitaire international. Ils ont tenté d'imposer de nouvelles catégories juridiques non prévues dans le droit domestique ou international, telles que la notion de « combattant ennemi illégal » ainsi que leur droit unilatéral de « surveiller et exécuter », lequel sert à justifier les assassinats par drones.

Une autre étape en ce sens est l'immense judiciarisation de la politique fondée sur le consensus qu'il y a « corruption » qui, de façon générale, est attribuée aux dirigeants de la gauche alternative latino-américaine qui ont tenté de garantir la souveraineté nationale contre toute ingérence.

Depuis le début du XXI^e siècle, des ressources sont investies dans les programmes de cooptation des institutions juridiques de plusieurs pays, en particulier en Amérique latine. Les « Écoles des Amériques » pour les militaires ont été remplacées par des écoles de droit et des programmes de formation juridique aux États-Unis — où les juges et les intervenants juridiques se rendent pour se faire endoctriner- mais aussi dans les pays d'Amérique latine où grâce au financement massif par l'agence américaine pour le développement international (USAID), des écoles de formation juridique ont été mises sur pied qui sont contrôlées politiquement.

En Colombie, depuis la création de l'école de formation en matière juridique « Rodrigo Lara Bonilla », financée par USAID, le système judiciaire de nature « continentale » - la primauté du droit sous forme écrite— enchâssée dans la constitution, a peu à peu basculé vers un système fondé sur des précédents judiciaires — le « common law » américain — qui n'est aucunement enchâssé dans la constitution. Maintenant ce sont les juges de la Cour constitutionnelle qui élaborent des projets de loi par le biais du processus de révision de la constitution. Là où ils jugent que la loi n'est pas conforme à la constitution, ils la réécrivent comme le ferait une seconde et ultime chambre législative.

En Amérique latine, nous observons la substitution progressive de systèmes inquisitoires ou pénaux mixtes par le système pénal accusatoire inspiré du système américain où un pouvoir sans

commune mesure est confié aux bureaux des procureurs nationaux qui agissent à toute fin pratique en fonction d'instructions, d'information et d'« accusations » provenant du système judiciaire américain.

La stratégie visant à étendre la « guerre judiciaire » a commencé à atteindre ses objectifs. Dilma Rousseff, Fernando Lugo, Cristina Kirchner, Lula, Jesus Santrich, Rafael Correa ont tous été victimes de cette stratégie politico-judiciaire qui a comme résultat de les immobiliser politiquement grâce à cette nouvelle guerre judiciaire. L'objectif est de les discréditer, eux et leurs forces politiques, en les associant à des criminels de droit commun pour les faire disparaître de l'échiquier électoral.

Le système judiciaire qui a permis à l'Amérique latine de devenir l'un des continents les plus rongés par la corruption institutionnelle — et qui dans certains cas en a même tiré avantage — et qui n'a jamais réussi à combattre cette corruption, est maintenant devenu une arme d'intervention directe dans les affaires politiques internes, au service des intérêts d'oligarchies étrangères et locales et de puissances conservatrices.

La guerre judiciaire constitue un sérieux revers pour le processus de consolidation institutionnelle des pays d'Amérique latine. Le système judiciaire devrait se tenir loin des conflits politiques afin d'éviter de répéter les crises institutionnelles d'une autre époque qui étaient de graves crises de légitimité et de mécontentement populaire. Cette ingérence dans les affaires politiques signifie la négation de l'indépendance du système judiciaire en raison de sa politisation calculée, et il en résulte inévitablement la disparition de la séparation des pouvoirs qui sous-tend la primauté du droit. La guerre judiciaire représente aujourd'hui un des plus grands dangers pour la démocratie partout dans le monde et en particulier en Amérique latine.

(Article du *El Diaro*, le 21 août 2018. Traduit de l'espagnol par LML)

Supplément
XXIVe Rencontre du Forum de Sao Paulo
Déclaration finale



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca